

Face à l'essor de l'intelligence artificielle (IA), au lieu de subventionner le secteur privé comme d'autres pays, la Suisse investit des sommes plus modestes dans la recherche scientifique

La Suisse mise tout sur la recherche

MATTHEW ALLEN, SWISSINFO

Semi-conducteurs ► L'industrie des semi-conducteurs est l'un des secteurs de croissance les plus importants au monde. Les puces sont essentielles non seulement pour les ordinateurs et l'intelligence artificielle (IA), mais aussi pour les dispositifs médicaux, la production d'énergie et d'aliments, les transports, les machines industrielles, les télécommunications et une multitude d'autres appareils électroniques.

Selon une étude réalisée par l'Union européenne en 2022, la demande mondiale de puces doublera entre 2022 et 2030. Plusieurs prévisions de McKinsey, PwC et autres estiment que le chiffre d'affaires annuel de l'industrie devrait atteindre mille milliards de dollars d'ici à 2030.

Face à ce marché en pleine expansion, la concurrence internationale devient de plus en plus féroce, les pays cherchant à développer leurs capacités de production et à réduire leur dépendance vis-à-vis des nations productrices de semi-conducteurs.

La loi américaine CHIPS Act (2022) prévoit un financement fédéral de 53 milliards de dollars américains (43 milliards de francs suisses) pour promouvoir la croissance nationale des semi-conducteurs, tandis que la Chine a mis en place un fonds de 47,5 milliards de dollars.

Le Chips Act européen prévoit quant à lui un budget de 43 milliards d'euros (environ 40 milliards de francs). D'autres pays ont promis des milliards d'investissements pour développer leurs capacités en matière de semi-conducteurs et d'IA, notamment le Royaume-Uni, l'Inde, la France et l'Arabie saoudite.

Alps, symbole du modèle suisse

Jusqu'à présent, le gouvernement suisse s'est abstenu de subventionner les entreprises privées du secteur des se-



Alps, l'un des ordinateurs les plus puissants au monde, a été financé par la Confédération. KEYSTONE

mi-conducteurs – que ce soit via des allègements fiscaux ou des infrastructures publiques. Cette attitude est conforme à sa politique qui consiste à mettre en place un environnement favorable permettant aux entreprises privées d'être compétitives sur leurs marchés respectifs.

«La Suisse ne reproduira peut-être pas le modèle rapide et axé sur le profit de la Silicon Valley, mais en a-t-elle vraiment besoin?» se demandait Patrik Wermelinger, de l'agence suisse de promotion des exportations Global Switzerland Enterprise,

«La Suisse ne reproduira peut-être pas le modèle de la Silicon Valley, mais en a-t-elle vraiment besoin?»

Patrik Wermelinger

dans un article paru en mars dans le magazine *Dimensions* de l'EPFL. Le financement fédéral se concentre plutôt sur la recherche scientifique, menée par les hautes écoles, le Centre suisse d'électronique et de microtechnique (CSEM) et d'autres institutions.

Un exemple emblématique est le supercalculateur Alps, inauguré en septembre 2024, qui figure actuellement parmi les dix ordinateurs les plus puissants au monde, selon le classement TOP 500. Ce projet a nécessité un investissement initial d'environ 100 millions

de francs. Il est le fondement de certains des principaux projets de recherche suisses dans le domaine des semi-conducteurs menés par les Ecoles polytechniques de Zurich (EPFZ) et de Lausanne (EPFL).

La recherche suisse a subi un revers en 2021 lorsque la Suisse a été partiellement exclue des projets de recherche européens à la suite de l'échec des négociations sur les relations bilatérales avec l'Union européenne (UE). Pour combler ce vide, le Secrétaire d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SE-FRI) a lancé en 2024 l'initiative

SwissChips, dotée d'un budget de 33,8 millions de francs sur trois ans.

«Avec cette mesure transitoire, nous veillons à ce que la Suisse reste à la pointe de la recherche sur les semi-conducteurs», déclare Christoph Studer, directeur de SwissChips et professeur en traitement de l'information intégrée à l'EPFZ. «Nous avons un grand nombre de PME spécialisées dans la conception de puces qui ont besoin d'ingénieurs. Si nous cessons de faire de la recherche de pointe dans ce domaine, il deviendra difficile d'en former de nouveaux.»

Des percées dans la recherche

La recherche suisse sur les semi-conducteurs donne des résultats concrets, comme l'amplificateur optique basé sur une puce photonique développé par l'EPFL et IBM. Celui-ci promet d'augmenter les performances des centres de données et des superordinateurs. CCRAFT, une «spin-off» du CSEM basée à Neuchâtel, a mis au point une nouvelle génération de puces photoniques adaptées aux centres de calcul pour l'IA, aux télécommunications et aux technologies quantiques.

L'entreprise chimique finlandaise Pibond a conclu une alliance stratégique avec l'Institut Paul Scherrer. Ensemble, ils souhaitent découvrir et commercialiser des matériaux lithographiques de nouvelle génération. Ces matériaux sont essentiels à la production de semi-conducteurs.

Les entreprises suisses collaborent aussi étroitement avec les milieux académiques. «Nous entretenons un réseau solide en Suisse et dans le monde et travaillons en étroite collaboration avec des institutions universitaires et de recherche de premier plan», explique Comet, une entreprise suisse qui fabrique des machines pour tester les matériaux semi-conducteurs. I

Traduit et adapté de l'allemand par Didier Kottelat, RTSinfo.

Des économies de 30 millions aux HUG?

HUG ► Lors d'une séance entre la direction et les syndicats, le directeur a évoqué une demande du Conseil d'Etat d'économiser dans des prestations.

Les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) vont-il devoir sa-
brer dans des prestations à hau-
teur de 30 millions de francs?

C'est, semble-t-il, une piste envisagée par le Conseil d'Etat pour trouver des gisements d'économies au sein des établissements publics. Lors d'une séance entre la direction des HUG et les syndicats, qui s'est déroulée le 17 juin dernier, Robert Mardini, directeur depuis le 1^{er} septembre 2024, aurait expli-
qué – en réponse à une question

des syndicats qui s'inquiétaient de la pérennisation incertaine de certains programmes sensibles – que les autorités cantonales réclamaient des économies de 30 millions sur quatre ans, raconte une personne qui a assisté à cette réunion. Ce qui n'a pas manqué de faire bondir les syndicalistes présents.

Des économies substantielles seraient notamment envisagées sur les missions dites d'intérêt général. Des prestations de santé publique, confiées par le Département de la santé et des mobilités (DSM) aux HUG, qui sortent du cadre des missions habituelles et sont non couvertes par l'assurance-maladie obligatoire. Comme les soins

La direction des HUG, laconique, ne souhaite pas commenter et renvoie aux instances politiques

aux grands précaires, la santé sexuelle, la santé des migrant-es ou le soutien aux personnes âgées. Soit un budget de près de 325 millions de francs par an pour une nonantaine de missions d'intérêt général. La liste est en effet longue, et couvre aussi d'autres prestations dites inattendues et non prévisibles comme une pandémie, un accident d'envergure ou un conflit.

La Cour des comptes s'est déjà penchée sur ces prestations d'intérêt général. Dans un rapport daté de décembre 2024, les magistrat-es de l'instance de contrôle des finances publiques avaient considéré que ces prestations manquaient singulièrement de suivi et que leur pilotage

était pour le moins lacunaire. A l'aune de ces conclusions, le département de Pierre Maudet s'est engagé à renforcer le suivi de ces missions. Des décisions sont attendues pour septembre 2025.

Interrogé sur les propos tenus par Robert Mardini lors de cette fameuse réunion du 17 juin, la direction des HUG, laconique, ne souhaite pas commenter et renvoie aux instances politiques. Quid alors des autorités genevoises? Les 30 millions d'économies avancés par la direction générale des établissements de soins sont-ils déjà actés? Le département de Pierre Maudet botte en touche. «Le Conseil d'Etat n'a à ce stade ni confirmé ni arrêté de telles

mesures d'économie», rapporte Marc-André Siegrist, secrétaire général adjoint en charge de la communication du DSM. «Les discussions budgétaires relatives aux missions des établissements publics, dont les HUG, s'inscrivent dans le cadre du processus budgétaire en cours, qui se poursuivra à la rentrée. Pour 2026, le contrat de prestation liant l'Etat aux HUG est appliqué conformément aux engagements en vigueur», conclut le chargé de communication.

Pour savoir si les Hôpitaux universitaires de Genève procèderont donc à des coupes claires dans les missions d'intérêt général, il faudra attendre le mois de septembre. **MARC LALIVE D'EPINAY**

Face à Trump, l'UE tangué

ÉCHANGES Les ministres du Commerce des Vingt-Sept se sont penchés, avec la Commission européenne, sur des contre-mesures en réaction à l'annonce des droits de douane américains de 30%. Dilemme: jusqu'à quel point faut-il encore chercher à amadouer le président?

VALÉRIE DE GRAFFENRIED, BRUXELLES

Drôle de coïncidence. Le patron de l'OTAN, Mark Rutte, est reçu à la Maison-Blanche au moment où les Européens, sonnés par l'annonce de droits de douane de 30% imposés à leurs produits exportés aux Etats-Unis, tentent d'affiner leur stratégie pour limiter la casse d'ici à la date butoir du 1er août. Lundi, les ministres européens du Commerce se sont réunis à Bruxelles pour une première psychothérapie de groupe avec la Commission européenne, qui négocie au nom des Vingt-Sept. Une nouvelle liste de représailles possibles visant des produits américains à hauteur de 72 milliards d'euros leur a été présentée. Mais elle n'a pas été actionnée.

Menaces contre des surtaxes européennes

C'est bien une «solution négociée» que Bruxelles privilégie. Le commissaire européen au Commerce Maros Sefcovic a très vite confirmé qu'il aurait dans la soirée un contact avec les négociateurs américains. «Car je ne peux pas m'imaginer en rester là sans effort véritable», a-t-il ajouté.

Mark Rutte, la présidente de la Commission Ursula von der Leyen et Maros Sefcovic ont au moins un point commun: ils n'hésitent pas à faire des courbettes devant Donald Trump, ce qui leur vaut des critiques. Sauf que Mark Rutte est perçu comme capable de chuchoter à l'oreille du président américain. L'ancien premier

ministre des Pays-Bas pourrait tenter de lui suggérer de se montrer moins agressif vis-à-vis de l'UE.

Lors du récent sommet annuel de l'OTAN à La Haye, il a tout fait pour éviter un désengagement américain de l'Alliance: il est parvenu à lui présenter sur un plateau d'argent la promesse des Etats membres de consacrer au minimum 5% de leur PIB aux dépenses militaires et sécuritaires d'ici à 2035. Et s'est confondu en flatteries, allant jusqu'à le traiter de «Daddy» («Papa»). Une stratégie payante? Donald Trump n'a pas fait de coup d'éclat à La Haye. Et, dimanche, il a annoncé qu'il enverrait des systèmes de défense antiaérienne Patriot à l'Ukraine – mais pas gratuitement –, alors que Volodymyr Zelensky et les dirigeants européens craignaient que les Etats-Unis réduisent leur soutien.

Ursula von der Leyen doit-elle suivre la même stratégie de complaisance pour tenter d'amadouer et raisonner le président américain? L'Allemande a pour l'heure fait le choix de la méthode douce et de la soumission: les mesures de rétorsion en réaction aux surtaxes américaines sur l'acier et l'aluminium, qui devaient entrer en vigueur mardi, ont été suspendues jusqu'au 1er août. Elle n'échappe pas aux critiques pour ne pas avoir enclenché l'instrument anti-coercition de l'UE.

La Commission vise toujours une «solution négociée», insiste-t-elle, mais maintient la menace de dégainer ses mesures punitives si aucun accord acceptable n'est trouvé. Berlin et Rome appuient cette

méthode douce, préférant éviter le rapport de force. Tandis qu'Emmanuel Macron, soucieux de rester crédible, fait partie des dirigeants qui espéraient une réaction plus ferme et catégorique de la Commission européenne. Même si Donald Trump prévient que toute surtaxe de la part des Européens viendrait aussitôt s'ajouter à celle des 30%. Pour Benjamin Haddad, le ministre délégué français chargé de l'Europe, «une négociation sérieuse se fait en établissant un rapport de force».

Mais l'heure n'est pas à l'étalage des divergences. Car c'est finalement un des buts recherchés par Donald Trump: semer la zizanie parmi les Européens. «Nous ne voulons pas d'une escalade», insiste Lars Lokke Rasmussen, le ministre danois des Affaires étrangères, dont le pays assure la présidence tournante de l'UE. «Nous voulons un accord, mais il y a un vieux dicton qui dit: si tu veux la paix, tu dois te préparer à la guerre, a-t-il aussitôt ajouté. Et notre boîte à outils est bien garnie.»

A la recherche de nouveaux partenaires

«L'UE doit rester unie, c'est la priorité», a de son côté commenté Laurent Saint-Martin, le ministre français chargé du Commerce extérieur, devant les micros tendus. Mais il prône un «changement de méthode». «Nous devons savoir présenter de façon concrète et parfois aussi de façon très claire, les capacités de l'UE de mettre sur la table des contre-mesures et

à riposter», insiste-t-il, tout en soulignant la «bonne foi» avec laquelle la Commission négocie.

Les paquets de représailles à dégainer étaient au cœur des discussions lundi. Celui en réaction aux surtaxes américaines sur l'acier et l'aluminium, dont la suspension vient d'être prolongée, vise des produits pour 21 milliards d'euros. L'UE avait aussi menacé en mai de brandir un deuxième paquet de représailles. Cette nouvelle liste, qui prévoit d'imposer des droits de douane sur des produits américains pour une valeur d'environ 72 milliards d'euros (contre 95 initialement), a été discutée en détail ce lundi.

«Nous ne voulons pas d'une escalade»

LARS LOKKE RASMUSSEN, MINISTRE DANOIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pour que l'UE obtienne quelque chose, elle doit pouvoir démontrer qu'elle est capable de prendre des mesures qui auraient de quoi inquiéter Donald Trump. Mais il s'agit aussi de ne pas le braquer publiquement, son imprévisibilité étant dangereuse. La Commission européenne est donc contrainte de tenir un double langage, quitte à apparaître faible: un appel à négocier sur la scène publique et l'affirmation d'un ton bien plus ferme et menaçant en coulisses.

Cela comporte le risque de conforter Donald Trump dans ses méthodes de négociation dignes du far west. «Etre gentil, renoncer à la taxe numérique, n'a rien apporté à l'Europe. Des représailles intelligentes sont essentielles, même si elles mènent, à court terme, vers des eaux économiques et géopolitiques dangereuses (oui, l'administration Trump peut doubler la mise, jusqu'à ce qu'elle recule)», a souligné sur X l'ancien chef économiste du FMI Olivier Blanchard. Pour lui, «une riposte intelligente signifie quelque chose de très différent des droits de douane américains uniformes (qui sont probablement aussi néfastes pour les Etats-Unis que pour l'Europe): cela signifie qu'il faut aller, produit par produit, vers ce qui fait le plus mal (politiquement ou économiquement) aux Etats-Unis, tout en affectant le moins possible l'UE».

Maros Sefcovic qualifie l'annonce des droits de douane de 30% de «scénario super négatif» et fait savoir que Bruxelles l'a accueilli «avec regret et déception», «spécialement compte tenu de l'état d'avancement des négociations en cours». Il confirme qu'elle n'était pas attendue, que l'UE a été prise de court. Et, surtout, qu'elle ne correspond pas à l'état des discussions. «Nous étions très proches d'un accord de principe, favorable aux deux parties», a souligné le commissaire. L'UE a désormais tout intérêt à conclure des partenariats commerciaux avec d'autres pays et redoubler d'efforts pour ouvrir de nouveaux marchés, a-t-il aussi ajouté. ■

Donald Trump libère les cryptomonnaies, le bitcoin franchit les 120'000 dollars

Finances La «Crypto Week» verra émerger ces prochains jours une réglementation américaine beaucoup plus favorable aux monnaies alternatives. Le cours du bitcoin explose. Nos explications.

Pierre-Alexandre Sallier

Nashville, estrade de la Bitcoin Conference, 27 juillet 2024. «Hello bitcoiners, hello, it's good to be with you!» Le discours fleuve d'un Donald Trump promettant de libérer l'accès aux cryptomonnaies reste l'un des moments forts de la course aux présidentielles américaine. Sans le savoir encore, le candidat républicain, fraîchement miraculé d'une tentative d'assassinat, décolle vers la victoire.

En effet. «It's so good to be with you, Mr President», pensent les parieurs du monde entier, en voyant la valeur de la monnaie alternative la plus en vue – le bitcoin – franchir un nouveau record à plus de 123'000 dollars ce lundi matin. Après s'être appréciée de plus de 10% en une semaine. Le plafond des 100'000 dollars avait été enfoncé en décembre, quelques semaines après l'élection du magnat de l'immobilier.

La folie de la «Crypto Week»

Tous ne parlent aujourd'hui que de cette «Crypto Week» qui verra émerger ces prochains jours une réglementation américaine beaucoup plus favorable à ces monnaies alternatives. Une clarification qui les rendrait encore plus attrayantes pour les grandes institutions financières.

La majorité républicaine de la Chambre des représentants pourrait ainsi valider cette se-



Le 27 juillet 2024, le candidat Trump donnait un discours à la Bitcoin Conference réunissant les experts des cryptos à Nashville. Getty Images

maine trois projets de loi, dont celui du Sénat sur les *stablecoins*, baptisé «GENIUS». Tout un programme. Une autre proposition vise à encadrer plus largement le marché des actifs numériques, ouvrant la voie à leur adoption massive par la finance traditionnelle. Un troisième texte, «l'Anti-CBDC Surveillance State Act»,

vise à interdire les monnaies numériques de Banque centrale – les «CBDC» en anglais.

Privilege exorbitant, toujours

Pour le spécialiste Yves Bennaïm, cette envolée dépasse pourtant un simple assouplissement du cadre légal – à ses yeux, simple

versant juridique d'une intégration bien plus large des cryptomonnaies dans la politique économique de la première puissance.

«Les cryptos s'envolent avant tout en raison d'une évolution du monde que Trump et son principal conseiller en la matière – David Sacks, virtuose de la tech – vont encore mieux intégrer cette semaine dans leur grand plan économique, afin de perpétuer l'hégémonie monétaire américaine», pointe le fondateur du centre de réflexions sur les cryptos 2B4CH. Le privilège exorbitant du dollar, pour reprendre la formule du général de Gaulle.

«Ces derniers ont vu le succès des *stablecoins*, à commencer par celles émises par Tether – une PME suivie par Circle ou la Société Générale, première banque à s'y mettre. Elles sont désormais considérées comme des dollars synthétiques qui servent d'épargne alternative dans des pays où les gens redoutent de tout perdre, pensez à la Turquie ou au Liban», poursuit l'expert du secteur.

Attirer les cryptomonnaies à Wall Street

«Ils ont aussi en tête le rôle d'émetteurs de dollars – dans des quantités infinies, en parallèle à ceux de la Réserve fédérale – que jouent désormais ces sociétés privées, ainsi que le poids de leurs achats d'emprunts du Tré-

«Ils veulent dupliquer la mainmise de l'Amérique sur la tech et internet – cette fois sur le basculement en cours sur les actifs numériques. Car ils savent que la Chine veut faire la même chose.»

Yves Bennaïm
Spécialiste en cryptomonnaies

sor américains», rappelle celui qui évoque «un réseau qui vient soutenir la puissance de la devise américaine».

«En réalité, ils veulent dupliquer la mainmise de l'Amérique sur la tech et internet – cette fois

sur le basculement en cours sur les actifs numériques. Car ils savent que la Chine veut faire la même chose», résume Yves Bennaïm, à l'origine, en Suisse, d'une initiative populaire demandant que la Banque nationale achète des bitcoins.

Et l'un des leviers pour attirer à Wall Street les acteurs clefs du secteur reste une réglementation sur mesure – ce que l'administration Biden précédente «avait complètement négligé». C'est précisément ce qu'était venu dire, il y a un an à Nashville, le candidat Trump.

«Bien sûr, c'est à l'opposé de la vision des puristes du bitcoin – qui voulaient, aux origines, sortir de ces monnaies imprimées à l'infini sur l'ordre de responsables politiques», reconnaît l'expert basé en Suisse.

Des convictions qui ont cependant été rapidement relativisées par les fortunes offertes par la première des cryptomonnaies. Et quand toutes les chaînes d'infos répètent en boucle «record, sommet, jamais-vu» – comme c'est le cas ce lundi – la hausse ne fait que nourrir la hausse.

Une motion propose d'avancer le versement des rentes AVS

Aide aux retraités Le conseiller aux États Mauro Poggia demande qu'elles soient versées à la fin du mois, pour que les retraités puissent payer leurs factures sans avancer d'argent.

Aurélié Toninato

Piocher dans ses économies pour payer son loyer et sa prime maladie parce que sa rente AVS n'arrive pas à temps: c'est la problématique que vivent des retraités suisses. Pour soulager les rentiers de cette pression, le conseiller aux États genevois Mauro Poggia (MCG) vient de déposer une motion visant à modifier l'échéance de versement de ces allocations AVS.

Actuellement, les dispositions légales autorisent les caisses de compensation à verser les rentes jusqu'au vingtième jour du mois courant. Les caisses cantonales romandes indiquent délivrer les prestations en moyenne entre le troisième jour ouvrable du mois (qui peut tomber le quatrième ou cinquième jour du mois selon le calendrier).

Cependant, la pratique peut varier dans les caisses privées, souvent rattachées à une association professionnelle – il en existe une cinquantaine en Suisse. Avec sa motion, Mauro Poggia veut uniformiser la situation: il demande au Conseil fédéral que l'octroi des rentes ait lieu au plus tard le dernier jour du mois précédent.

Avancer des sommes

«Lorsque le rentier doit attendre le début, voire le milieu du mois pour toucher son AVS, cela implique qu'il doit s'acquitter d'avance de certaines obligations périodiques (ndlr: les échéances de nombreux versements, dont le loyer et les assurances, tombent en début de mois), soutient l'élu. Il va donc soit payer ces factures en retard, soit avancer les sommes en prenant sur sa fortune.» Or, relève-t-il, de nombreux retraités finissent le mois à quelques francs près... «C'est injuste de pénaliser ainsi les plus âgés.»

Béatrice Métraux, coprésidente de l'Avivo Suisse (association de défense des retraités), abonde. «C'est une réalité: des personnes âgées doivent avancer des sommes, avec la crainte de voir leur bail résilié si elles paient avec du retard. Bien que certains fassent preuve de sou-



Environ 200'000 seniors vivent avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté. Keystone

«C'est une réalité: des personnes âgées doivent avancer des sommes, avec la crainte de voir leur bail résilié si elles paient avec du retard.»

Béatrice Métraux

Coprésidente de l'Avivo Suisse

plesse, des régies et des assureurs ne font pas de cadeau.»

Précarité croissante des aînés

Cette précarité croissante des aînés est confirmée par les chiffres. En 2022, une enquête de l'Observatoire national de la vieillesse a montré qu'environ 200'000 seniors vivent avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté – 2284 francs par mois pour

une personne seule en 2022 – et que 100'000 autres disposent d'un revenu mensuel à peine au-dessus de ce palier. «Une partie de la classe moyenne inférieure est concernée, car elle ne touche pas de subsides et n'a pas droit aux prestations complémentaires», note Ueli Leuenberger, président de la branche genevoise de l'Avivo.

L'observatoire révèle également que bien que 20% des aînés vivant à domicile soient concernés en Suisse, seuls 7,3% d'entre eux perçoivent des prestations complémentaires. Pour expliquer ce non-recours, la coprésidente avance des écueils administratifs et personnels «dont le sentiment de honte, certains n'osent simplement pas demander ce qui leur est dû...»

Déjà en 2021

Tout comme Ueli Leuenberger, elle salue l'initiative du MCG, tout en soulignant que l'idéal serait un paiement à la fin du mois, voire au moins le premier jour ouvrable. Le Genevois craint toutefois que le conseiller aux États

ne se casse les dents sur la bureaucratie cantonale et fédérale. «Nous avons déjà mené ce combat en 2021, sans réel succès.»

Cette année-là, l'Office cantonal des assurances sociales genevois – qui verse des prestations AVS à environ 50'000 personnes – avait décidé de repousser l'octroi des rentes, auparavant effectif le 1^{er} de chaque mois, en raison d'un changement de système informatique. «Espérons que la motion permettra de relancer le débat au niveau fédéral», conclut Ueli Leuenberger.

Ce n'est pas encore gagné: l'Office fédéral des assurances sociales, par la voix de son chef suppléant de la communication Harald Sohns, rappelle que «dans la majorité des cas, les ordres de paiement sont donnés de manière à ce que la rente soit versée dans les cinq à dix premiers jours du mois. Si ce jour tombe sur un week-end ou un jour férié, le versement est avancé. La réglementation actuelle permet aujourd'hui aux retraités de faire face à leurs obligations financières.»

L'âge légal du départ à la retraite au Danemark est basé sur l'espérance de vie

Trimer jusqu'à 70 ans

CAMILLE BAS-WOHLERT

Danemark ► «Je ne veux pas travailler jusqu'à 70 ans»: sur le papier, Kirsten Evans a beau faire partie des premiers Danois à devoir attendre 70 ans pour pouvoir prétendre officiellement à la retraite, elle compte bien s'arrêter avant l'âge légal comme le font beaucoup de Danois.

A la fin mai, la loi danoise a fixé à 70 ans l'âge de la retraite pour les actifs nés après le 31 décembre 1970, soit les personnes qui auront 69 ans en 2040 et après.

De nombreux pays occidentaux sont confrontés au vieillissement de leur population qui complique le financement des retraites. Au Danemark, l'âge de la retraite est indexé depuis 2006 sur l'espérance de vie et révisé tous les cinq ans.

Kirsten Evans est née le 12 janvier 1972. «Je trouve que 70 ans, c'est vieux. C'est un âge avancé», cette cadre bancaire de 53 ans. «Vous voulez profiter du fait d'avoir travaillé pendant tant d'années [...] et avoir toujours une belle vie ensuite.»

Système par piliers

La pension de base universelle publique est actuellement de 7198 couronnes danoises (900 francs au cours actuel) et l'âge du premier versement dépend de l'espérance de vie. S'ajoutent des régimes complémentaires par capitalisation dont l'un est obligatoire et les autres facultatifs.

Grâce à sa retraite complémentaire, Kirsten Evans envisage de prendre sa retraite autour de 65 ou 66 ans bien que cela «soit abstrait de penser



tant d'années en avance», sourit l'énergique Danoise.

Peu de gens travaillent réellement jusqu'à l'âge légal de retraite au Danemark. L'âge effectif de départ était autour de 64 ans en 2022, pour un âge légal de 67 ans, selon l'OCDE.

«On observe qu'environ 80% des personnes qui prennent leur retraite auraient pu travailler plus longtemps, mais les 20% restants prennent leur retraite, soit parce qu'elles ne peuvent pas trouver un emploi, soit parce qu'elles sont malades», souligne l'ethnologue Aske Juul

«Nous ne croyons plus au caractère automatique de la hausse du départ à la retraite»

Mette Frederiksen

Lassen, maître de conférence à l'université de Copenhague.

De grandes différences

«Pour ces 20%, il y a une grande différence si l'âge de la retraite augmente à nouveau», note ce spécialiste des seniors qui déplore que les «inégalités augmentent avec l'âge».

Le fossé risque de se creuser entre ceux qui auront les moyens, grâce à leurs finances personnelles, de partir plus tôt et les autres, insiste Damoun Ashournia, économiste en chef de l'organisation syndicale FH.

«Deux tiers de nos membres prennent déjà leur retraite avant l'âge officiel, mais cela est dû au fait qu'ils sont épuisés et qu'ils effectuent un travail physique difficile», dit-il.

Camilla Rasmussen, membre du syndicat et infirmière dans un service de gastroentérologie d'un hôpital de Copenhague, est convaincue qu'elle ne pourra pas travailler jusqu'à 70 ans.

«Ce serait vraiment difficile pour moi de continuer à faire environ 10 000 pas chaque jour», estime la jeune femme de 37 ans. «Si je suis encore là à

70 ans, je pense que ce n'est pas juste pour les patients.»

Pour autant, l'économiste du syndicat FH juge le relèvement de l'âge de la retraite à 70 ans «raisonnable» pour assurer le financement de l'Etat-providence, pilier de la société danoise.

Revoir le système

«Alors que la population vieillit et que l'espérance de vie augmente, si nous voulons offrir les mêmes services publics qu'aujourd'hui, nous devons sécuriser les finances publiques», note-t-il. Mais il ne faudra pas continuer à augmenter l'âge limite aussi régulièrement que le prévoit la réforme de 2006, ajoute-t-il.

Sans changement, en 2070, l'âge de la retraite atteindrait 74 ans, ce qui n'effarouche pas le patronat. «Ce serait la façon la plus intelligente de continuer à maintenir le système. Ainsi, plus nous vieillissons, plus nous devons travailler un peu plus», considère le directeur-adjoint de la Fédération des patrons danois, Erik Simonsen.

Toutefois, l'été dernier, la cheffe du gouvernement, la sociale-démocrate Mette Frederiksen, 47 ans, s'est dit prête à revoir le système, une fois atteint les 70 ans. «Nous ne croyons plus au caractère automatique de la hausse du départ à la retraite», a-t-elle déclaré au quotidien *Berlingske*.

A l'instar des recommandations d'un groupe d'experts consulté sur le sujet, le syndicat FH aimerait diminuer la cadence de la hausse. «A l'avenir, nous pouvons l'augmenter de seulement un semestre pour chaque année où l'espérance de vie augmente», propose M. Ashournia. ATS/AFP

Peu de gens travaillent réellement jusqu'à l'âge légal de retraite au Danemark.

OYVIND
HOLMSTAD/CC4.0

Le peuple ne votera pas sur l'accord avec l'Inde

Exportations Personne n'a contesté ce traité de libre-échange par un référendum.

L'événement est majeur pour l'économie, mais il est passé inaperçu. L'accord de libre-échange avec l'Inde va pouvoir entrer en vigueur. Le délai pour le dépôt d'un référendum a expiré le 30 juin et personne n'a décidé de le saisir. Pour le conseiller fédéral Guy Parmelin, c'est un succès, après seize ans de négociations.

À terme, 95% des droits de douane sur les exportations de produits industriels suisse seront supprimés. Le potentiel d'économie? 166 millions par an. «Un accord de libre-échange avec le pays le plus peuplé du monde arrive au bon moment», réagit EconomieSuisse, qui rappelle les «actuelles tensions géopolitiques et incertitudes en matière de politique commerciale». Allusion aux taxes de Donald Trump.

Un autre accord «géant»

Mais la faïtière ajoute une dimension politique à l'affaire. L'absence de référendum montrerait «que l'opinion publique reconnaît l'importance de l'accord». L'allusion porte cette fois-ci sur la politique intérieure. Car un autre traité de libre-échange est sur toutes les lèvres: le Mercosur (Brésil, Argentine, Paraguay et Uruguay). La Suisse vient de conclure les négociations.

Le contenu du paquet doit encore être publié, mais Les Verts menacent déjà de le torpiller dans les urnes. «En pleine canicule, le Conseil fédéral signe un accord au détriment du climat et de la forêt amazonienne, réagissait sa présidente Lisa Mazzone, juste après sa conclusion. Les Verts examineront les détails de l'accord, mais sont prêts pour le référendum.» Des déclarations à prendre au sérieux. En 2021, les opposants à l'accord avec l'Indonésie avaient convaincu 48,3% des votants.

Lutter contre la déforestation

Face à ces velléités, Guy Parmelin rétorque que des avancées majeures ont été obtenues avec le Mercosur. «Le chapitre sur la durabilité couvre la protection du climat, la lutte contre la déforestation, un engagement pour la reforestation, des mesures strictes pour les droits des travailleurs et la participation des peuples autochtones. Un panel d'experts indépendant a aussi été créé pour surveiller l'application de l'accord. Ce sont autant de points réclamés par le camp rose-vert.»

Pour Olivier Feller (PLR/VD) l'équation est simple. «Quand on parle de libre-échange, il y a deux écueils. Le premier est lié aux droits humains et à l'environnement. Avec cette question: est-ce que cela vaut la peine d'importer

sur de longues distances des marchandises, qui ne sont pas produites selon nos normes. Le second est lié à l'agriculture et à tout ce que cela implique dans l'alimentation. Or, avec l'Inde, ces deux écueils ont été surmontés avec des garanties.»

«Il faudra voir les détails de l'accord avec Mercosur, mais si les mêmes garanties ont été obtenues, je ne vois pas pourquoi Les Verts devraient lancer un référendum. À moins qu'ils ne le fassent par pure stratégie politique.» Il serait en effet plus facile de polémiquer «sur le bœuf aux hormones ou la forêt amazonienne» que d'attirer l'attention sur l'Inde, qui – comme pays «non aligné et démocratique» a quelque chose de «sympathique».

«Nous saluons la volonté d'investir pour développer l'économie indienne et non pas uniquement d'exploiter ses ressources.»

Nicolas Walder

Vice-président des Verts

Une analyse que ne partage pas le vice-président des Verts, Nicolas Walder. «L'accord avec l'Inde n'a que peu à voir avec celui du Mercosur. Le premier n'est pas parfait, mais on peut vivre avec. Même si nous regrettons qu'il n'y ait pas de critère de durabilité dans les investissements prévus, nous saluons la volonté d'investir pour développer l'économie indienne et non pas uniquement d'exploiter ses ressources.»

Et d'insister: «Pour le Mercosur, l'impact potentiel en termes de biodiversité et d'environnement est d'une tout autre ampleur, notamment en raison de l'agriculture. Ce secteur n'est pas directement concerné par l'accord avec l'Inde, qui ne cherche pas à exporter à tout prix dans ce domaine. La logique dans les pays du Mercosur est tout autre. C'est précisément cette hausse des exportations agricoles, en particulier la viande, qui met en danger la forêt amazonienne et tout ce qu'elle représente en termes d'environnement et de biodiversité.»

L'accord doit désormais passer devant le parlement. On saura courant 2026 si le peuple aura le dernier mot.

Florent Quiquerez Berne



Les Verts préfèrent se concentrer sur le Mercosur et se disent «prêts pour le référendum», selon Lisa Mazzone. Jean-Paul Guinnard

Le solaire, première puissance européenne

RENOUVELABLE D'une source d'électricité alternative, le photovoltaïque est devenu un axe central du mix énergétique. Cet essor s'est réalisé beaucoup plus rapidement que prévu, et pas seulement en Europe et en Chine

RICHARD ÉTIENNE

Vous cherchez de bonnes nouvelles dans ce monde de guerres, de déclarations trumpiennes et de réchauffement climatique? Regardez du côté de l'énergie solaire. Elle fait certes couler l'encre: nous abordons souvent la pose de panneaux en Suisse, le quasi-monopole chinois sur leur fabrication, les conditions-cadres qui doivent promouvoir cette électricité renouvelable. On a écrit sur les tuiles photovoltaïques, les panneaux intégrés ou les balcons solaires, mais le tableau général n'en demeure pas moins étonnamment méconnu.

Les records tombent

Un seuil symbolique, franchi dans l'Union européenne le mois dernier, permet de combler cette lacune. Pour la première fois, le solaire a été la principale source d'électricité sur le Vieux-Continent en juin: 22,1% de l'électricité européenne a émané du solaire, devant le nucléaire (21,8%), l'éolien (15,8%), le gaz (14,4%) et l'hydraulique

(12,8%), selon l'organisation spécialisée Ember.

Cette première place, le photovoltaïque ne la détiendra pas les mois suivants, quand les journées seront plus courtes. Relevons toutefois que l'éolien a généré plus de 16% de l'électricité de l'UE en mai et juin – un autre record – et on peut arguer qu'il s'agit aussi d'une énergie

22,1%

En juin, 22,1% de l'électricité européenne était issue du solaire, devant le nucléaire (21,8%) et l'éolien (15,8%)

solaire puisque les vents qui font tourner les turbines sont issus des différences de température engendrées par le soleil. Selon Ember, 29% de l'électricité européenne a été engendrée par le solaire et l'éolien en 2024, à peu près autant que les fossiles dont on disait il y a peu qu'ils étaient indétrônables.

L'essor du solaire est beaucoup plus rapide que prévu et on en parle à peine, s'étonnait le magazine *The New Yorker* la semaine dernière. En 2009, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoyait que le monde atteindrait une capacité solaire de 244 gigawatts en 2030 – un cap atteint en 2015 (à titre de comparaison, le plus gros réacteur nucléaire de Suisse, celui de Leibstadt, a une puissance de 1,2 GW). Pendant la majeure partie de la dernière décennie, les prévisions de l'AIE et des grandes banques n'ont cessé de largement sous-évaluer l'ampleur de la vague.

L'organisation qui s'est le moins trompée est Greenpeace, qui a estimé en 2009 que nous atteindrions un total de 921 GW solaires d'ici à 2030. L'an dernier, l'arsenal photovoltaïque mondial avait pourtant une puissance supérieure à 2000 GW (en Suisse, la puissance totale des panneaux solaires s'élevait à 8,2 GW à la fin de 2024).

La croissance est exponentielle: il a fallu attendre soixante-

huit ans pour que le monde installe 1000 GW solaires, de 1954 – l'année de l'invention de la cellule photovoltaïque – à 2022. Ce chiffre a donc doublé l'an dernier et le cap des 3000 GW devrait être franchi cet hiver. Le solaire croît aujourd'hui plus vite que toute autre source d'énergie dans l'histoire, et il est suivi de près par l'éolien.

De l'Estonie au Pakistan

Ce boom n'est pas le seul fait de l'Europe de l'Ouest et de la Chine. Au Pakistan, la part du solaire dans la production d'électricité a grimpé de 4% en 2021 à 14% en 2024. En

mai au Texas, plus d'un quart de l'électricité venait du solaire et de l'éolien. En mars, pour la première fois, les fossiles ont généré moins de la moitié de l'électricité aux États-Unis, où l'an dernier 93% des nouvelles capacités de production ont émané du solaire, de l'éolien et des batteries. En juin, près de 40% de l'électricité en Estonie, aux Pays-Bas, en Hongrie, en Grèce était solaire. Même en Inde et en Pologne, des bastions du charbon, les progrès sont remarquables.

Les motivations sont surtout d'ordre économique. La production massive en Chine a fait chuter les prix des panneaux et des batteries qui sont toujours plus efficaces. Trump veut freiner cet essor pour vendre des hydrocarbures états-uniens? Il pourrait aboutir à son accélération, comme la guerre en Ukraine a dopé les renouvelables car ces derniers renforcent la sécurité énergétique.

D'autant plus que l'électricité, c'est efficace. En moyenne, les deux tiers de l'énergie fournie par l'essence sont dissipés sous forme de chaleur dans une voiture thermique là où l'électricité sert quasi uniquement à faire avancer le véhicule. Le train c'est encore mieux car les frottements des roues sur le rail, qui freinent la propulsion, sont largement inférieurs à ceux d'un pneu sur une route.

Des déchets recyclables à l'infini

Les métaux, enfin, peuvent être utilisés pendant des décennies avant d'être recyclés tandis que les énergies fossiles, une fois

brûlées, ne sont plus là – ce qui requiert d'autant plus d'extraction. Un rapport du Rocky Mountain Institute prévoit d'ailleurs qu'en 2050, nous n'aurons plus besoin d'extraire des minéraux nécessaires aux batteries. Ceux des déchets électroniques, souvent recyclables à l'infini, feront l'affaire.

En Suisse, où le déploiement du solaire est plutôt lent, les organisations SENS eRecycling, Swissolar et la Haute Ecole spécialisée bernoise ont mis en place cet été un projet pour recycler des modules photovoltaïques.

En attendant, l'AIE a publié de nouvelles prévisions: en 2026, le solaire produira plus d'électricité que toutes les centrales nucléaires du monde. En 2029, plus que tous les barrages. En 2031, il dépassera le gaz, en 2032 le charbon et, en 2035, le solaire sera la première source mondiale d'énergie, et pas seulement d'électricité. L'agence estime toutefois que pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris – la neutralité carbone en 2050 –, il faut aller plus vite encore. ■

ANALYSE